

Date : 17/04/2014

Les associations de solidarité rejettent le plan Valls

Par : Thierry Brun

ATD Quart Monde, la Fnars, l'Uniopss, le Secours catholique, Emmaüs France, la Fondation Abbé Pierre et **Coorace**, demandent aux parlementaires de rejeter les mesures d'économies au détriment des plus pauvres, annoncées par Manuel Valls le 16 avril.

Les associations de solidarité (ATD Quart Monde, Fnars, Uniopss, Secours catholique, Emmaüs France, Fondation Abbé Pierre et Coorace) adressent un message sans ambiguïté aux parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

« Peut-on faire des économies sur le dos de ceux qui n'ont déjà rien ? Les associations s'y opposent fermement et demandent aux représentants de la Nation de ne pas voter ce plan d'économie ».

Malgré des alertes adressées à François Hollande et à Manuel Valls, les sept associations de solidarité constatent que la mise en place *« du pacte de responsabilité et la réduction du déficit public se feront bien en priorité au détriment des plus pauvres de notre pays, le gouvernement prévoyant d'économiser 11 milliards d'euros sur les prestations sociales »*. Elles pointent l'annonce du gel des prestations sociales et de la revalorisation du RSA jusqu'en octobre 2015, *« un message désespérant pour les plus fragiles, à qui l'on demande de participer à l'effort collectif au-delà de leurs capacités »*.

Les mesures d'économies de 50 milliards d'euros présentées le 16 avril par Manuel Valls mettent en cause le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale adopté en janvier 2013. Il portait sur l'engagement d'une revalorisation progressive du RSA de 10 % jusqu'en 2017. Les associations rejettent la suspension de cette revalorisation et *« n'acceptent pas que les deux millions d'allocataires et leur foyer, qui survivent avec moins de 500 euros par mois (pour une personne seule) soient les premiers sacrifiés de ce programme d'économie »*.

Autre injustice, le gel de l'allocation personnalisée au logement (APL), *« qui va toucher plus de 6 millions de bénéficiaires, majoritairement des personnes à bas revenu ou qui vivent sous la seuil de pauvreté, et ne fera qu'aggraver la crise du logement et les impayés de loyer »*.

Évaluation du site

Version électronique de l'hebdomadaire du même nom, le site diffuse des extraits des derniers articles parus. Cette revue expose ses opinions sur l'actualité générale, en abordant, via un prisme orienté à gauche.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 18

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Les associations de solidarité demandent que le pacte de responsabilité « *intègre des contreparties ambitieuses en matière de créations d'emplois accessibles aux précaires, et prenne en compte la situation sociale des 9 millions de Français qui vivent sous le seuil de pauvreté* ».